



« Donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants »

210 rue St Martin 75003 PARIS
Tél. : (33-1) 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20
<http://survie.org>
e-mail : contact@survie.org

Mauritanie : comment passer de putschiste à président en un an

Communiqué, le 4 août 2009

Le 6 août 2008, le général putschiste, M. Mohamed Ould Abdel Aziz, renverse par un coup d'État militaire le premier président mauritanien démocratiquement élu lors d'élections non contestées. Un an plus tard, ce 5 août, il sera investi président de la République islamique de Mauritanie après avoir officiellement remporté l'élection présidentielle contestée du 18 juillet dernier. La France n'est pas innocente dans cette régression démocratique.

Par l'intermédiaire de son président, M. Nicolas Sarkozy, elle a félicité le vainqueur et affirmé que « *cette élection permet (...) une sortie de crise et la normalisation des relations de la Mauritanie avec la communauté internationale.* »

Cependant, dès le jour du scrutin, **l'opposition a dénoncé des fraudes et les observateurs internationaux ont aussi reconnu des irrégularités**, même s'ils ont estimé qu'elles ne remettaient pas en cause le résultat définitif (pourtant, seules 17 000 voix permettent à M. Abdel Aziz d'éviter un second tour) : présence massive des forces de l'ordre dans et autour des bureaux de vote, propagande de supporters de M. Abdel Aziz aux abords de centres de vote, distribution de spécimens ou de bulletins pré votés, insuffisante présence d'observateurs nationaux et d'électeurs inscrits après le report du scrutin du 6 juin au 18 juillet qui n'ont pu voter faute de carte d'électeurs. Le président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, M. Dey, a, de son côté, démissionné de ses fonctions à cause de « *doutes dans [son] esprit sur la fiabilité de ces élections quant au fond.* »

L'Union Européenne a, quant à elle, insisté sur le fait que « *les allégations de fraude électorale devraient faire l'objet d'enquêtes appropriées sur décision des autorités mauritaniennes compétentes, en accord avec la législation nationale et les normes internationales.* »

Toutefois, les autorités françaises persistent dans leur soutien au général putschiste. M. Alain Joyandet, secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie, va ainsi officiellement représenter la République française à cette cérémonie d'investiture. Le 3 août sur RMC, il déclarait même « *que c'est grâce à nous quelque part, que (...) en Mauritanie, la démocratie revient.* »

Comment peut-on parler de retour de la démocratie à l'occasion de l'arrivée au pouvoir d'un général putschiste par une élection contestée? La « doctrine » internationale qui prévalait ces derniers temps en matière de coup d'État était d'ailleurs que les putschistes ne devaient pas se présenter à une quelconque élection de transition.

Si la Mauritanie en est arrivée là, la France en porte une part de responsabilité, ce que même M. Joyandet assume d'ailleurs, puisqu'il « *revendique cette volonté d'influence pour la France.* ». Ce sont effectivement la diplomatie officielle, ainsi que celle de MM. Balkany et Bourgi, proches de M. Sarkozy, l'Élysée et la DGSE (Direction Général des Services Extérieurs) qui se sont activés pour faire légitimer le putsch du général Abdel Aziz : ils ont empêché son isolement sur la scène internationale, ils l'ont reçu, ainsi que ses proches, à Paris et lui ont rendu visite en Mauritanie. Ils ont également forcé l'opposition à participer à un scrutin, pour lequel elle disposait de tellement peu de temps qu'il en était faussé d'avance, d'autant que ces accords laissaient la haute main aux putschistes sur les institutions du pays.

C'est pourquoi l'association Survie :

- **salue la position de l'Union Européenne ;**
- **demande l'alignement de la position française sur celle de l'UE ;**
- **demande aux autorités françaises de s'abstenir de toute action reconnaissant M. Abdel Aziz tant que les accusations et les soupçons de fraude ne seront pas levés ;**
- **demande à la communauté internationale, et notamment au Groupe International de Contact sur la Mauritanie (UA, UE, ONU-Conseil de sécurité, OCI, OIF, Ligue des Etats Arabes), qui a soutenu l'organisation de cette élection, d'aider à faire la lumière sur ces irrégularités.**

Contact presse : Stéphanie Dubois de Prisque - Chargée de communication
stephanie.duboisdeprisque@survie.org 01 44 61 03 25